

Le premier débat de cette première législature qui portait sur le bilinguisme illustre qu'il est toujours actuel et que nous nous efforçons toujours de trouver les voies et moyens propres à la coexistence de deux grandes cultures, unies de façon harmonieuse. Selon le vieux dicton grec, l'apparence des choses peut changer, leur essence demeure la même. Le problème qui sollicitait le Canada il y a cent ans n'a rien perdu de son actualité; c'est celui de déterminer comment les Canadiens anglophones et francophones peuvent collaborer pour édifier cette grande nation dont nos pères ont rêvé.

S'il y a un objectif que nous partageons tous ici, quel que soit notre parti, c'est celui de bâtir un Canada uni et dynamique. Nous entendons parler de séparatisme, mais tout ce tapage est hors de proportion avec les vrais sentiments des Canadiens. Mais je crois qu'il nous appartient de dire et de redire que, dans l'esprit de la grande majorité des députés, toute séparation, quelle qu'elle soit, est impensable, inutile et inopportune.

• (3.10 p.m.)

Le Parlement étend aujourd'hui son rôle à une plus grande superficie et à des régions beaucoup plus nombreuses que du temps de la première législature. En 1867, le Haut et le Bas Canada se joignirent à deux des provinces Maritimes pour former une Confédération, mais les vastes régions de l'Ouest restèrent inchangées. L'Île du Prince-Édouard et Terre-Neuve demeuraient isolées. En 1873, la Colombie-Britannique et les provinces des Prairies puis, au cours de cette génération, l'Île du Prince-Édouard et Terre-Neuve se joignirent à la Confédération, de telle sorte qu'elle s'étend aujourd'hui de l'Atlantique au Pacifique et du quarante-neuvième parallèle à l'Arctique.

Cela signifie que nous avons une plus grande diversité de problèmes et aussi des problèmes régionaux qu'il nous faut et reconnaître et résoudre. Il y a cent ans l'unité nationale gravitait principalement autour de la question du bilinguisme, mais aujourd'hui le biculturalisme ne suffira pas, à lui seul, à assurer notre unité nationale. Pour assurer l'unité nationale aujourd'hui il faut aussi offrir des chances égales à tous les citoyens canadiens, indépendamment de leur région de résidence, de leur race, de leur couleur ou de leur religion. A moins donc de fournir des possibilités sociales et économiques à tous les Canadiens et de leur donner la sécurité, nous ne réussirons pas à ériger le genre de Canada unifié et vigoureux que nous souhaitons tous.

Nos ancêtres, au cours de cette première session de la première législature, ont dû faire face entre autres au problème que posait un

désir croissant d'indépendance, car même si le Canada en 1867 devait assumer le contrôle de ses propres affaires il restait dans bien des cas mené par Whitehall à la lisière et le gouvernement du Royaume-Uni dirigeait une bonne partie de sa politique étrangère et de ses programmes militaires. Même durant la première Grande Guerre, sir Robert Borden avait dû lutter durement pour retenir l'identité de l'armée canadienne et pour empêcher que les unités canadiennes ne soient dispersées partout dans les armées britanniques. Ce n'est que 60 ans après la Confédération que le Statut de Westminster accorda au Canada une entière souveraineté.

En 1967, les changements apportés à la politique économique et commerciale et à l'orientation des placements ont modifié les menaces à notre indépendance. Inutile désormais de chercher à rompre les liens coloniaux avec la Grande-Bretagne. Nous sommes menacés de devenir un satellite économique de notre grand voisin du Sud. Cela pose une nouvelle série de problèmes et exige une nouvelle série de solutions. Nous nous enorgueillissons d'avoir vécu dans l'amitié de notre grand voisin du Sud et nous voulons continuer. Mais en même temps, nous devons, à titre de Canadiens, insister sur l'indépendance que nos ancêtres envisageaient au moment de la Confédération.

En cette occasion mémorable, il me semble que nous avons deux choses à faire: La première, rendre hommage aux membres du Parlement qui, en 1867, ont su voir au-delà de l'horizon aride de leur époque; il nous faut reconnaître qu'ils ont été meilleurs bâtisseurs qu'ils ne le croyaient. La deuxième, c'est de nous montrer, dans cette enceinte, dignes de nos prédécesseurs et mériter la gratitude de ceux qui nous suivront.

[Français]

M. David Lewis (York-Sud): Monsieur l'Orateur, même si malheureusement je ne suis pas d'origine canadienne-française, permettez-moi de dire quelques mots en français au nom de notre parti.

Quand on se souvient des problèmes auxquels les députés du Parlement, il y a cent ans, faisaient face, on est étonné de constater, monsieur l'Orateur, que beaucoup de ces problèmes demeurent encore. L'unité nationale, le bilinguisme, la question d'égalité parmi les diverses régions du pays, la question de l'indépendance réelle de la nouvelle nation, tous ces problèmes exigent encore notre attention et notre sagesse. Nous avons accompli des progrès remarquables, mais le problème de base, celui des relations humaines, demeure toujours.

[M. Douglas.]